



RAPPORT ANNUEL

CM-AM HIGH YIELD SHORT DURATION

Fonds commun de placement

Exercice du 01/04/2022 au 31/03/2023

CARACTERISTIQUES DE L'OPC

Forme juridique : FCP

• L'objectif de gestion

Cet OPCVM est géré activement et de manière discrétionnaire. Il a pour objectif de gestion d'offrir une performance nette de frais liée à l'évolution des marchés de taux, sur la durée de placement recommandée. L'allocation d'actifs et la performance peuvent être différentes de celles de la composition de l'indicateur de comparaison.

Cette forme de stratégie de gestion pour laquelle le gérant a une latitude dans l'allocation d'actifs ne requiert pas d'indicateur de référence. Toutefois, la performance de l'OPCVM pourra être rapprochée de celle d'un indicateur de comparaison et d'appréciation a posteriori composé de : 100% INDICE CUSTOMISÉ ICE Q2CH.

L'indice est retenu en cours de clôture et exprimés en euro, coupons réinvestis.

Avertissement : l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que ce FCP peut investir en titres spéculatifs dont la notation est inexistante ou basse et qui sont négociés sur des marchés dont les modalités et dont le fonctionnement, en terme de transparence et de liquidité, peuvent s'écarter sensiblement des standards admis sur les places boursières ou réglementées européennes. En conséquence, ce produit est destiné à des investisseurs suffisamment expérimentés pour pouvoir évaluer les mérites et les risques.

• Stratégie d'investissement

Afin de réaliser l'objectif de gestion, la stratégie d'investissement de l'OPCVM s'appuie sur un portefeuille investi en emprunts émis par des émetteurs qui présentent un risque de non-remboursement. Cette partie du portefeuille permet d'envisager des rendements significativement plus élevés que les titres d'Etat en raison du caractère spéculatif des créances de ces sociétés.

L'OPCVM s'engage à respecter les fourchettes d'exposition sur l'actif net suivantes :

De 0 % à 10 % sur les marchés actions, de toutes zones géographiques (y compris pays émergents), de toutes capitalisations, de tous les secteurs.

De 0 % à 200 % en instruments de taux, souverains, publics, privés, de toutes zones géographiques (y compris pays émergents) , de toutes notations selon l'analyse de la société de gestion ou celle des agences de notation ou non notés. L'OPCVM pourra être exposé , aux instruments de titrisation (30 %). La fourchette de sensibilité de l'OPCVM est comprise entre - 1 et 5

Jusqu'à 100 % de l'actif net au risque de change.

Il peut également intervenir sur les : -contrats financiers à terme ferme ou optionnels, titres intégrant des dérivés utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition aux risques d'action, de taux, de crédit, de change qui peuvent entraîner une surexposition du portefeuille

- acquisitions et cessions temporaires de titres.

COMMENTAIRE DE GESTION

En début d'exercice, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe a engendré une forte augmentation des cours des matières premières énergétiques et agricoles, ce qui a propulsé les taux d'inflation à des niveaux jamais vus depuis les années 80 aux Etats-Unis et en Europe. Dans ce contexte, les taux souverains européens se tendent significativement en anticipation d'un resserrement monétaire rapide malgré les craintes sur le rythme de croissance, la situation sanitaire en Chine et le conflit ukrainien. Les marchés intègrent plusieurs hausses des taux directeurs de la Fed ainsi qu'une première hausse de taux par la BCE de 25 bp en juillet 2022.

Dès le deuxième trimestre de l'exercice, les craintes de récession prennent le dessus mais la Réserve Fédérale américaine poursuit son resserrement monétaire agressif pour combattre la flambée de l'inflation, portant son taux de base à 2,25% avec une nouvelle hausse de 75 bp. La BCE acte la fin du taux négatif avec une hausse de 50 bp de son taux directeur, supérieure aux 25 bp annoncés en juin, la première en 10 ans. Le PIB américain se contracte pour le deuxième trimestre consécutif, marquant une récession technique, tandis que les indicateurs avancés se dégradent fortement en Europe. Le marché intègre alors moins de hausses de taux futures, voire des baisses dès 2023. Ce mouvement profite aux spreads de crédit Euro, avec un quasi retracement de l'écartement de juin sur l'Investment Grade et d'environ la moitié sur le High Yield. Après avoir atteint un point bas début août, les taux longs sont repartis à la hausse en raison de bonnes statistiques économiques, d'une nouvelle envolée des prix de l'énergie en Europe, des tensions sur le marché du travail ainsi que des propos des banquiers centraux, qui n'ont eu de cesse, jusqu'à la réunion de Jackson Hole, de rappeler que le combat contre l'inflation était loin d'être achevé. Le mois de septembre est marqué par le retour du risque italien avec des inquiétudes sur l'évolution des relations entre l'Italie et les institutions européennes, une récession désormais inévitable en Allemagne, une Chine qui peine à rebondir, un risque géopolitique qui continue de s'accroître, une inflation à 10% en zone euro, les hausses de 75 bp de la BCE et de la FED. Les chiffres du PIB du troisième trimestre de l'année 2022 montrent une croissance économique résistante, notamment en Europe où l'activité profite de la reprise du tourisme mais avec une inflation toujours trop élevée. Aux Etats-Unis, malgré la détérioration des enquêtes et l'affaiblissement de la demande qui renforcent le risque de récession, une nouvelle hausse de 75 bp des taux directeurs reste anticipée. L'appétit pour le risque se diffuse au marché obligataire via un apaisement des anticipations de hausses de taux, lié à l'accumulation de signaux annonçant une récession.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice, alors que la BCE a de nouveau monté ses taux de 75 bp en octobre, ce sont bien les risques de récession qui la conduisent à adopter une tonalité moins agressive qu'anticipé et à cesser de s'engager sur plusieurs hausses de taux à venir. Après avoir touché de nouveaux points hauts annuels en octobre, les taux se retournent et affichent une nette baisse en novembre. L'aplatissement de la courbe des taux s'accroît de part et d'autre de l'Atlantique et les taux réels chutent, sous le coup d'anticipations de ralentissement du rythme des hausses des taux par la Fed et la BCE et des chiffres d'inflation qui commencent à ralentir. Cet environnement continue de soutenir une forte dynamique positive sur le marché du crédit avec une nouvelle compression des spreads témoignant d'un retour de l'appétit pour le risque des investisseurs. Fin décembre 2022, les marchés financiers poursuivent l'intégration du discours des banques centrales entraînant une forte poussée des taux souverains. En Europe, le rebond des indices PMI et le discours toujours offensif des banquiers centraux porte le taux 10 ans allemand au plus haut de l'année.

Au début du dernier trimestre de l'exercice, les taux mondiaux entament une forte baisse sur la partie longue dans un contexte où les investisseurs sont rassurés quant à la trajectoire d'inflation et son pic en cours de dépassement, alimenté par la publication de l'inflation américaine et donc, le resserrement monétaire à venir. Ce dégonflement des attentes a également porté sur la BCE et a participé à la rechute marquée des spreads italiens d'autant que le scénario d'une grave récession semble s'être écarté en Europe. Le mouvement d'aplatissement de la courbe des taux se poursuit de part et d'autre de l'Atlantique avec une rechute plus importante en zone euro. Le marché du crédit a

été beaucoup plus actif qu'à l'accoutumé avec des émissions de plus de 80 milliards d'euros sur les financières et 43 milliards d'euros sur les corporates. Malgré cet afflux d'offre, les spreads de crédit Investment Grade se sont légèrement resserrés d'une dizaine de bp. Sur le segment high Yield, les spreads se resserrent globalement de 35 bp dans un mouvement de compression entre les émetteurs BB et B. En février, les indicateurs économiques confirment la résilience de la consommation et de l'inflation qui sont portées par les hausses de salaires, confirmant ainsi les craintes des investisseurs sur l'ampleur du resserrement monétaire encore nécessaire pour lutter contre l'inflation. Dans ces conditions, les taux souverains reviennent sur leurs points hauts de décembre 2022, les dépassant même pour les taux courts, le marché ayant dû réintégrer rapidement davantage de hausses des taux directeurs des banques centrales américaine et européenne. Sur le crédit, l'activité primaire a été moins importante qu'au mois précédent, davantage motivée par la nécessité d'attendre les publications des résultats des sociétés que par le manque d'intérêt des investisseurs. Les spreads de crédit poursuivent leur resserrement avec une surperformance marquée du segment High Yield versus Investment Grade. En fin d'exercice, l'incertitude sur les perspectives économiques mondiales s'accroît nettement avec l'effondrement de la Silicon Valley Bank, le sauvetage de Credit Suisse et le ralentissement de l'économie américaine. Malgré ce contexte, la FED et la BCE ont, comme attendu, monté leurs taux directeurs en mars. Le stress bancaire a ravivé l'aversion au risque et a provoqué un repli sensible des taux souverains sur fond de mouvement de fuite vers la qualité et de dégonflement des attentes en matière de poursuite du resserrement monétaire. A la fin du mois de mars, les craintes sur les risques systémiques se sont atténués soutenant les actifs risqués mais conduisant à une remontée des taux souverains, alimentée par l'inflation sous-jacente qui reste élevée en zone euro. Les spreads périphériques restent stables versus Allemagne contrairement aux spreads de crédit, principalement des émetteurs financiers, qui se tendent fortement dans un mouvement de pentification de la courbe des taux.

Au 31 mars 2023, le taux 10 ans allemand clôture l'exercice à 2,29% versus 0,55% lors de l'exercice précédent. Les spreads de crédit Investment Grade terminent l'exercice à 92 bp versus 63 bp au 31/03/2022. Sur le segment High Yield, les spreads terminent l'exercice à 362 bp versus 324 bp un an auparavant.

Le fonds CM-AM High Yield Short Duration est principalement investi sur des émissions obligataires du secteur privé de grade spéculatif et de maturité moyenne attendue inférieure à 3 ans.

Au 31 mars 2023, le portefeuille est investi à hauteur de 92,6% de son actif net sur des émetteurs de notation high yield et 5,1% sur des émetteurs de grade d'investissement, le solde, soit 2,3%, étant la trésorerie.

En termes de qualité de crédit, la politique de gestion est restée relativement qualitative versus son indice de gestion, le portefeuille détenant 62,3% de signatures notées BB, 28,6% de signatures B et 1,7% de signatures CCC.

Sur le plan géographique, le fonds est investi sur des émetteurs issus de pays membres de l'OCDE. Les émetteurs français sont majoritaires avec une part de 26,4% du portefeuille suivis par les signatures allemandes (13,8%) et italiennes (10,3%). Hors zone euro, les principales expositions sont concentrées sur les Etats-Unis (6,7%) et le Royaume-Uni (6,5%). L'exposition aux pays émergents OCDE (Mexique et Turquie) est accessoire et représente 3,3% de l'actif net.

D'un point de vue sectoriel, la part du portefeuille investie en titres vifs est composée à 53% d'émetteurs corporates cycliques, 40% de corporates défensives et 5% de financières (hors véhicules de financement). L'exposition aux émetteurs financiers et aux instruments corporates reste globalement supérieure à celle de l'indice de gestion du fonds.

Entre le 31 mars 2022 et le 31 mars 2023, la performance du fonds ressort à :

0,2510% pour la part IC
0,1980% pour la part RC
0,2017% pour la part RD
0,3047% pour la part S

L'équipe de gestion s'attache à prendre en compte dans ses décisions d'investissement les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques considérées comme durables au regard du règlement « Taxonomie » (UE) 2020/852. Le recensement des émetteurs au sein du Fonds dont les activités sont éligibles à la Taxonomie est un sujet principal pour Crédit Mutuel Asset Management. Des travaux sont en cours afin de permettre, à terme, de déterminer un pourcentage minimum d'alignement avec la taxonomie.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements qui sont qualifiés d'investissement durable au sens du Règlement « SFDR » (UE) 2019/2088. Prend en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durable sur le plan environnemental.

Politiques sectorielles :

Inscrit dans ses objectifs stratégiques, CM_AM développe progressivement un ensemble de politiques sectorielles en lien notamment avec la politique RSM (Responsabilité Sociale et Mutualiste (1) du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Le détail des politiques sectorielles de la société de gestion est disponible sur le site de Crédit Mutuel Asset Management.

La surveillance et le contrôle de l'application de ces dernières s'effectuent à trois niveaux :

- Par la mise en place d'un dispositif de contrôle pré-trade, empêchant la souscription de titres interdits de par l'application des politiques sectorielles (2) ;
- Par la mise en place d'un dispositif de contrôle post-trade, permettant d'identifier les valeurs interdites par l'application des politiques sectorielles et présentes en portefeuille (hors fonds indiciels et fonds à formule créés avant novembre 2019) ;
- Par le Comité RSE (trimestriel), réuni autour de la Direction générale, en charge de la supervision et du suivi de l'application des politiques sectorielles. Ce Comité prend connaissance en particulier des analyses qualitatives réalisées par le Pôle Finance Responsable et Durable sur les émetteurs concernés par les différentes politiques sectorielles.

Politique sectorielle Charbon :

Au niveau de la SGP (3), sur l'exercice écoulé, notons la prise en compte de la mise à jour de la liste « GCEL » (4) par l'ONG Urgewald, laquelle constitue la référence en termes de déploiement de notre politique sectorielle.

La liste compte dorénavant un ensemble de 3091 émetteurs répartis de la manière suivante :

- 1124 « coal developer » (5) ;
- 1967 émetteurs recensés sur la base du non-respect d'au moins un des quatre critères de notre politique sectorielle que sont :
 - Production annuelle de charbon < 10 MT ;
 - Capacités électriques installées basées sur le charbon < 5 GW ;
 - Part du Charbon thermique dans le CA < 20% ;
 - Part du Charbon dans le mix énergétique < 20%

Le Comité RSE, instance de gouvernance et de suivi de l'application de nos politiques sectorielles, a confirmé le statut « autorisé » de 10 émetteurs présents dans la liste GCEL 2022 mais engagés dans un plan de sortie du charbon à horizon 2030.

Au total, la mise en œuvre de notre politique sectorielle aboutit à l'exclusion de 99,7% des émetteurs de la liste GCEL 2022. Ce haut niveau d'exclusion s'explique, entre autre, par l'extension de l'interdiction d'un émetteur à l'ensemble du Groupe auquel il appartient.

Politique sectorielle Défense et Sécurité :

La politique sectorielle Défense et Sécurité se compose de deux volets :

- Exclusion des entreprises impliquées dans le secteur des armes controversées et des armes non-conventionnelles et de destruction massive ;
- Suivi des controverses portant sur des sociétés impliquées dans l'armement militaire de combat.

S'agissant des activités liées aux armes conventionnelles, le pôle Finance Responsable et Durable (FReD) de Crédit Mutuel Asset Management assure une vigilance particulière concernant les sociétés impliquées dans l'armement militaire de combat et faisant l'objet de controverses très sévères liées aux activités de défense et sécurité. Cette analyse peut mener à une exclusion.

Sur les 18 derniers mois, la société de gestion n'a pas été amenée à formuler de nouvelles exclusions, ni de mises sous surveillances.

Politique sectorielle Hydrocarbure :

Sur 2022, CM-AM s'est employée à travailler au déploiement d'une politique sectorielle hydrocarbure qui sera appliquée au 1er janvier 2023, dans le cadre de la déclinaison des politiques sectorielles mis en place au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Elle prévoit notamment le gel des positions des émetteurs figurant dans la liste dite « GOGEL », produite par Uргewald, et ne respectant le seuil suivant :

- La part de production d'hydrocarbures non conventionnels est supérieure à 25% dès le 01/01/2023 ;
Le périmètre retenu pour définir la partie non conventionnelle des hydrocarbures est celui de l'ONG Uргewald, à savoir :

- Pétrole ou gaz de schiste,
- Pétrole issu de sables bitumineux,
- Pétrole lourd et extra-lourd,
- Pétrole en eau profonde,
- Pétrole extrait en Arctique,
- Méthane de houille.

Au 1er janvier 2023, l'application de la politique sectorielle aboutit à l'exclusion de 481 émetteurs sur un total de 789 recensés dans la GOGEL 2022. Le taux d'exclusion ressort ainsi à 61%.

(1) Politique RSE adaptée à l'organisation propre du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(2) Mise en service au 2nd semestre 2021.

(3) Société de Gestion.

(4) Editée fin 2022.

(5) Développement de nouvelles capacités de production de charbon.

La gestion de cet OPC repose sur des objectifs mesurables de prise en compte des critères extra-financiers qui constituent une des composantes de la gestion mais leur poids dans la décision finale n'est pas défini en amont. Cette prise en compte des critères extra-financiers est matérialisée par une note ou un indicateur extra-financier supérieure à celle de l'univers d'investissement.

● **Frais de gestion indirects calculés**

16 353,95 EUR

● **Addendum - Article 8**

Le disclaimer de l'Addendum figure en dernière page du rapport annuel.

● **Transparence Des Opérations De Financement Sur Titres (SFTR)**

Au cours de l'exercice, le fonds n'a pas effectué d'opérations de financement sur titres soumis à la réglementation SFTR, à savoir opération de pension, prêt/emprunt de titres de matières premières, opération d'achat-revente ou de vente-achat, opération de prêt avec appel de marge et contrat d'échange sur revenu global (TRS).

RAPPORT COMPTABLE

• INFORMATIONS JURIDIQUES

Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs.

• Commission de mouvement et frais d'intermédiation

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation prévu au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers est consultable sur le site internet: www.creditmutuel-am.eu et/ou auprès de CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT, 4 rue Gaillon, 75002 Paris.

• Politique du gestionnaire en matière de droit de vote

Conformément au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion et/ou à son siège social. La politique de vote s'inscrit dans le prolongement de la politique d'investissement, dont l'objectif est la recherche d'une performance régulière sur le long terme dans le respect des orientations de gestion des fonds. Elle intègre les particularités de chaque pays en termes de droit des sociétés et de gouvernement d'entreprise. Les principes de la politique de vote de CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT sont les suivants :

- respect des droits des actionnaires minoritaires et équité entre les actionnaires,
- transparence et qualité des informations fournies aux actionnaires,
- équilibre des pouvoirs entre les organes de direction,
- pérennité et intégration de la stratégie long terme des entreprises,
- soutien des meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise. Dans les fonds d'actionnariat salarié, les droits de vote attachés aux titres de l'entreprise sont exercés par le Conseil de surveillance.

• Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties

Les intermédiaires sélectionnés figurent sur une liste établie et revue au moins une fois par an par la société de gestion. La méthode retenue est un scoring global annuel de chaque intermédiaire permettant de lui attribuer une note qui conditionne son maintien ou non dans la liste des intermédiaires autorisés. La note obtenue est basée sur les éléments spécifiques et considérés comme déterminants. Il s'agit par ordre d'importance décroissante : de l'engagement de la part de l'intermédiaire sur les quantités à négocier et à livrer, de la qualité de l'exécution, de la réactivité lors de la réception/passation d'ordres, du nombre d'incidents de règlement/livraison, de la pertinence des informations communiquées. Le respect des tarifs négociés conditionne le maintien de l'intermédiaire dans la liste.

• Information relative aux modalités de calcul du risque global

Le risque global sur contrats financiers est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

• Politique de rémunération

Crédit Mutuel Asset Management inscrit sa politique de rémunération dans le cadre des principes de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (cf. site de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel – Espace Investisseurs – Information financière/ réglementée) tout en respectant les exigences réglementaires. Crédit Mutuel Alliance Fédérale a mis en place un comité des rémunérations unique, dont le périmètre s'étend à l'ensemble de ses filiales.

Pour rappel, la politique de rémunération applicable aux gestionnaires de fonds d'investissement est dictée par les directives 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (OPCVM V) et 2011/61/UE du 8 juin 2011 dite directive AIFM ainsi que leurs textes de transposition.

A. Processus Opérationnel

Le comité des rémunérations de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel procède à un examen annuel des principes de la politique de rémunération et exprime son avis sur les propositions de la direction générale élaborées après consultation de la direction des risques et de la conformité.

Concernant Crédit Mutuel Asset Management, les rémunérations sont basées notamment sur les critères suivants : la performance du ou des fonds gérés par le collaborateur ainsi que la contribution individuelle aux activités de l'entreprise ainsi que le respect des règles de risques et de conformité.. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site internet de Crédit Mutuel Asset Management.

B. Personnel identifié

Crédit Mutuel Asset Management a identifié les preneurs de risques selon deux critères :

- Rôle et responsabilité des acteurs afin de déterminer les preneurs de risque au niveau de la Société de Gestion et des OPCVM/FIA gérés,
- Rémunérations afin de déterminer le personnel qui, au vu de sa rémunération, devrait être considéré comme preneur de risque.

Sont considérés comme personnel identifié :

- le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, Directeur des Gestions, les responsables en charge respectivement : des pôles de Gestion, de la finance responsable et durable, de la Direction Juridique et Financière, de la Direction des Relations Distributeurs, de la Direction des Risques, de la Direction des Services Supports, de la Direction des Ressources Humaines et le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI)
- les collaborateurs affectés aux activités de gestion collective de Crédit Mutuel Asset Management : les gérants .

C. Rémunérations

Parmi le personnel identifié de Crédit Mutuel Asset Management, certains collaborateurs perçoivent outre leur rémunération fixe, des primes à caractère discrétionnaire. Il s'agit principalement des gérants et de la direction générale. Dans le but de limiter les prises de risque, les modalités de rémunération discrétionnaires doivent permettre de prendre en compte la performance et le risque. En tout état de cause, la gestion du risque, le respect de l'éthique et de l'intérêt du client doivent l'emporter sur les performances financières.

Crédit Mutuel Asset Management peut décider de ne pas accorder ces primes à caractère discrétionnaire si les circonstances le justifient. En particulier, ces primes individuelles pourront être diminuées voire réduites à zéro dans certaines circonstances, notamment en cas d'atteinte aux intérêts des clients ou de manquement caractérisé à l'éthique. Le versement de prime garantie est exceptionnel, et ne s'applique que dans le cadre de l'embauche d'un nouveau membre du personnel et est limitée à la première année.

En 2022, le total des rémunérations brutes globales versées aux 260 collaborateurs présents sur l'exercice s'est élevé à 18 048 053 € dont 1 405 500 € de primes. Les éléments de rémunération versés aux collaborateurs ayant une incidence sur le profil de risques de la société de gestion s'élèvent 7 434 093 €.

Les primes à caractère discrétionnaire sont payées en mars de l'année (n+1) lorsqu'une vision de l'exercice (n) est disponible.

Ces primes sont limitées à un montant annuel unitaire de 100.000€ et ne font pas l'objet d'un étalement. Dans le cadre d'une révision de la politique de rémunération permettant un versement de

primes discrétionnaires supérieures à 100.000€, Crédit Mutuel Asset Management en informerai préalablement l'AMF et mettrait sa politique de rémunération en conformité avec les directives dites OPCVM V et AIFM en prévoyant notamment les conditions d'étalement sur une période minimum de trois ans.

- **Evènements intervenus au cours de la période**

04/05/2022 Caractéristiques de gestion : Mention de la classification SFDR

02/06/2022 Caractéristiques de gestion : Mise à jour règlementaire Taxonomie

02/06/2022 Caractéristiques parts (hors frais) : Modification de la synthèse de l'offre de gestion (Part S)

20/06/2022 Caractéristiques parts (hors frais) : Modification des modalités de souscription et de rachat

19/12/2022 Caractéristiques de gestion : Modification de l'indicateur de référence

19/12/2022 Changement important : Modification de la fourchette de sensibilité de l'OPCVM

16/12/2022 Fusion/absorption : Le CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT a décidé la fusion-absorption de l'OPCVM CM-AM HIGH YIELD par l'OPCVM CM-AM HIGH YIELD SHORT DURATION.

24/01/2023 Frais : Affichage des frais - Ventilation FROG

02/01/2023 Caractéristiques de gestion : Ajout de l'annexe SFDR

02/01/2023 Caractéristiques de gestion : Ajout de l'annexe SFDR

BILAN ACTIF

	31/03/2023	31/03/2022
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Dépôts et instruments financiers	133 667 823,92	115 805 033,89
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	133 641 101,53	108 512 197,40
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	133 641 101,53	108 512 197,40
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Parts d'organismes de placement collectif	0,00	7 204 836,49
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	0,00	7 204 836,49
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	26 722,39	88 000,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	26 722,39	88 000,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	3 035 220,65	119 473,70
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	3 035 220,65	119 473,70
Comptes financiers	1 411 229,50	2 083 444,04
Liquidités	1 411 229,50	2 083 444,04
Total de l'actif	138 114 274,07	118 007 951,63

BILAN PASSIF

	31/03/2023	31/03/2022
Capitaux propres		
Capital	135 562 887,91	115 746 749,20
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	52,62	110,30
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-2 679 145,07	-1 527 443,75
Résultat de l'exercice (a, b)	3 837 590,21	2 857 107,54
Total des capitaux propres	136 721 385,67	117 076 523,29
<i>(= Montant représentatif de l'actif net)</i>		
Instruments financiers	26 722,39	88 000,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	26 722,39	88 000,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	26 722,39	88 000,00
Autres opérations	0,00	0,00
Dettes	1 366 166,01	843 428,34
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	1 366 166,01	843 428,34
Comptes financiers	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
Total du passif	138 114 274,07	118 007 951,63

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN

	31/03/2023	31/03/2022
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
Taux		
FGBMM2F00002 BOBL-EUX 0622	0,00	2 577 200,00
Total Taux	0,00	2 577 200,00
Total Contrats futures	0,00	2 577 200,00
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	2 577 200,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Opérations de couverture	0,00	2 577 200,00
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
Devise		
ECXXM3F00002 EURUSD-CME 0623	1 255 353,69	0,00
Total Devise	1 255 353,69	0,00
Total Contrats futures	1 255 353,69	0,00
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	1 255 353,69	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Autres opérations	1 255 353,69	0,00

COMPTE DE RESULTAT

	31/03/2023	31/03/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	9 628,17	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	3 826 671,78	3 324 830,55
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur contrats financiers	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (I)	3 836 299,95	3 324 830,55
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	180,35
Charges sur contrats financiers	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	2 402,19	16 206,08
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (II)	2 402,19	16 386,43
Résultat sur opérations financières (I - II)	3 833 897,76	3 308 444,12
Autres produits (III)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	423 276,98	430 106,90
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	3 410 620,78	2 878 337,22
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	426 969,43	-21 229,68
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	0,00
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	3 837 590,21	2 857 107,54

- **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 modifié.
Les éléments comptables sont présentés en euro, devise de la comptabilité de l'OPC.

- **Comptabilisation des revenus**

Les comptes financiers sont enregistrés pour leur montant, majoré, le cas échéant, des intérêts courus qui s'y rattachent.

L'OPC comptabilise ses revenus selon la méthode du coupon encaissé.

- **Comptabilisation des entrées et sorties en portefeuille**

La comptabilisation des entrées et sorties de titres dans le portefeuille de l'OPC est effectuée frais exclus.

- **Affectation des sommes distribuables**

Part RC :
Pour les revenus : capitalisation totale
Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part RD :
Pour les revenus : distribution du résultat net
Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part S :
Pour les revenus : capitalisation totale
Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

Part IC :
Pour les revenus : capitalisation totale
Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

- **Frais de gestion et de fonctionnement**

Les frais de gestion sont prévus par la notice d'information ou le prospectus complet de l'OPC.

- **Frais de gestion fixes (taux maximum)**

		Frais de gestion fixes	Assiette
RC	FR0011829134	1 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0,95 % TTC maximum dont frais de fonctionnement et autres services : 0,05 % TTC maximum	Actif net
RD	FR0011859230	1 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0,95 % TTC maximum dont frais de fonctionnement et autres services : 0,05 % TTC maximum	Actif net
S	FR0013295383	0,6 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0,55 % TTC maximum dont frais de fonctionnement et autres services : 0,05 % TTC maximum	Actif net
IC	FR0014003BE8	0,6 % TTC maximum dont frais de gestion financière : 0,55 % TTC maximum dont frais de fonctionnement et autres services : 0,05 % TTC maximum	Actif net

- **Frais de gestion indirects (sur OPC)**

		Frais de gestion indirects
RC	FR0011829134	Néant
RD	FR0011859230	Néant
S	FR0013295383	Néant
IC	FR0014003BE8	Néant

- **Commission de surperformance**

Part FR0011829134 RC

Néant

Part FR0011859230 RD

Néant

Part FR0013295383 S

Néant

Part FR0014003BE8 IC

Néant

- **Rétrocessions**

La politique de comptabilisation de rétrocessions de frais de gestion sur OPC cibles détenus est décidée par la société de gestion.

Ces rétrocessions sont comptabilisées en déduction des commissions de gestion. Les frais effectivement supportés par le fonds figurent dans le tableau « FRAIS DE GESTION SUPPORTÉS PAR L'OPC ». Les frais de gestion sont calculés sur l'actif net moyen à chaque valeur liquidative et couvrent les frais de la gestion financière, administrative, la valorisation, le coût du dépositaire, les honoraires des commissaires aux comptes... Ils ne comprennent pas les frais de transaction.

- **Frais de transaction**

Les courtages, commissions et frais afférents aux ventes de titres compris dans le portefeuille collectif ainsi qu'aux acquisitions de titres effectuées au moyen de sommes provenant, soit de la vente ou du remboursement de titres, soit des revenus des avoirs compris dans l'OPC, sont prélevés sur lesdits avoirs et viennent en déduction des liquidités.

Commissions de mouvement	Clé de répartition (en %)		
	SDG	Dépositaire	Autres prestataires
Néant			

- **Méthode de valorisation**

Lors de chaque valorisation, les actifs de l'OPCVM, du FIA sont évalués selon les principes suivants :

- **Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères) :**

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de bourse de la veille est utilisé.

- **Obligations et titres de créance assimilés (valeurs françaises et étrangères) et EMTN :**

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de la veille est utilisé.

Dans le cas d'une cotation non réaliste, le gérant doit faire une estimation plus en phase avec les paramètres réels de marché. Selon les sources disponibles, l'évaluation pourra être effectuée par différentes méthodes comme :

- la cotation d'un contributeur,

- une moyenne de cotations de plusieurs contributeurs,

- un cours calculé par une méthode actuarielle à partir d'un spread (de crédit ou autre) et d'une courbe de taux,

- etc.

- **Titres d'OPCVM, de FIA ou de fond d'investissement en portefeuille :**

Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

- **Parts d'organismes de Titrisation :**

Evaluation au dernier cours de bourse du jour pour les organismes de titrisation cotés sur les marchés européens.

- **Acquisitions temporaires de titres :**

- Pensions livrées à l'achat : Valorisation contractuelle. Pas de pension d'une durée supérieure à 3 mois

- Rémérés à l'achat : Valorisation contractuelle, car le rachat des titres par le vendeur est envisagé avec suffisamment de certitude.

• Emprunts de titres : Valorisation des titres empruntés et de la dette de restitution correspondante à la valeur de marché des titres concernés.

- **Cessions temporaires de titres :**

• Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.

• Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM, FIA à l'issue du contrat de prêt.

- **Valeurs mobilières non cotées :**

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

- **Titres de créances négociables :**

• Les TCN qui, lors de l'acquisition, ont une durée de vie résiduelle de moins de trois mois, sont valorisés de manière linéaire.

• Les TCN acquis avec une durée de vie résiduelle de plus de trois mois sont valorisés :

- à leur valeur de marché jusqu'à 3 mois et un jour avant l'échéance.

- la différence entre la valeur de marché relevée 3 mois et 1 jour avant l'échéance et la valeur de remboursement est linéarisée sur les 3 derniers mois.

- exceptions : les BTF et BTAN sont valorisés au prix de marché jusqu'à l'échéance.

Valeur de marché retenue :

- BTF/BTAN :

Taux de rendement actuariel ou cours du jour publié par la Banque de France.

- Autres TCN :

Pour les TCN faisant l'objet de cotations régulières : le taux de rendement ou le cours utilisés sont ceux constatés chaque jour sur le marché.

Pour les titres sans cotation régulière : application d'une méthode proportionnelle avec utilisation du taux de rendement de la courbe de taux de référence corrigé d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

- **Contrats à terme fermes :**

Les cours de marché retenus pour la valorisation des contrats à terme fermes sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents. Ils varient en fonction de la Place de cotation des contrats :

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- **Options :**

Les cours de marché retenus suivent le même principe que ceux régissant les contrats ou titres supports :

- Options cotées sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Options cotées sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- **Opérations d'échanges (swaps) :**

• Les swaps d'une durée de vie inférieure à 3 mois sont valorisés de manière linéaire.

• Les swaps d'une durée de vie supérieure à 3 mois sont valorisés au prix du marché.

• L'évaluation des swaps d'indice est réalisée au prix donné par la contrepartie, la société de gestion réalise de manière indépendante un contrôle de cette évaluation.

• Lorsque le contrat de swap est adossé à des titres clairement identifiés (qualité et durée), ces deux éléments sont évalués globalement.

- **Contrats de change à terme**

Il s'agit d'opérations de couverture de valeurs mobilières en portefeuille libellées dans une devise autre que celle de la comptabilité de l'OPCVM, du FIA par un emprunt de devise dans la même monnaie pour le même montant. Les opérations à terme de devise sont valorisées d'après la courbe des taux prêteurs/emprunteurs de la devise.

- **Méthode d'évaluation des engagements hors bilan**

- Les engagements sur contrats à terme fermes sont déterminés à la valeur de marché. Elle est égale au cours de valorisation multiplié par le nombre de contrats et par le nominal. Les engagements sur contrats d'échange de gré à gré sont présentés à leur valeur nominale ou en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent.
- Les engagements sur opérations conditionnelles sont déterminés sur la base de l'équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta. Le delta résulte d'un modèle mathématique (de type Black-Scholes) dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme, le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent. La présentation dans le hors-bilan correspond au sens économique de l'opération, et non au sens du contrat.
- Les swaps de dividende contre évolution de la performance sont indiqués à leur valeur nominale en hors-bilan.
- Les swaps adossés ou non adossés sont enregistrés au nominal en hors-bilan.

- **Description des garanties reçues ou données**

- **Garantie reçue :**

Néant

- **Garantie donnée :**

Dans le cadre de la réalisation des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et des opérations d'acquisition / cession temporaire des titres, l'OPC peut recevoir les actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues seront essentiellement constituées en espèces ou en titres financiers pour les transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré, et en espèces et en obligations d'Etat éligibles pour les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres.

Ces garanties sont données sous forme d'espèces ou d'obligations émises ou garanties par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial.

Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

- Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.
- Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.
- Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne, au prix du marché ou selon un modèle de pricing. Une politique de décote prudente sera appliquée sur les titres pouvant afficher une volatilité non négligeable ou en fonction de la qualité de crédit.
- Qualité de crédit des émetteurs : Les garanties financières sont de haute qualité de crédit selon l'analyse de la société de gestion.
- Placement de garanties reçues en espèces : Elles sont, soit placées en dépôts auprès d'entités éligibles, soit investies en obligations d'Etat de haute qualité de crédit (notation respectant les critères

des OPCVM/FIA de type monétaire), soit investies en OPCVM/FIA de type monétaire, soit utilisées aux fins de transactions de prise en pension conclues avec un établissement de crédit.

- Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.

- Diversification : L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.

- Conservation : Les garanties financières reçues sont placées auprès du Dépositaire ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières.

- Interdiction de réutilisation : Les garanties financières autres qu'en espèces ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie.

● **Informations complémentaires**

Les coûts exceptionnels liés au recouvrement des créances pour le compte de l'OPCVM ou à une procédure pour faire valoir un droit peuvent s'ajouter aux frais récurrents facturés à ce dernier et affichés ci-dessus.

Les frais réels de fonctionnement et autres services pourraient être supérieurs au taux forfaitaire maximum autorisé, dans ce cas, la société de gestion prendra en charge le dépassement. Par ailleurs, la société de gestion pourrait être amenée à provisionner le taux maximum forfaitaire si les frais réels de « fonctionnement et autres services » étaient inférieurs au taux affiché.

EVOLUTION DE L'ACTIF NET

	31/03/2023	31/03/2022
Actif net en début d'exercice	117 076 523,29	62 731 407,28
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	66 163 153,88	82 686 595,03
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-47 031 030,80	-26 642 391,66
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	147 765,44	505 391,67
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-2 877 092,52	-2 347 796,65
Plus-values réalisées sur contrats financiers	376 290,65	215 430,00
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-31 390,59	-117 950,00
Frais de transaction	-1 015,75	-2 124,39
Différences de change	2 088,08	7,13
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-350 457,43	-2 849 196,78
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-3 541 130,38	-3 190 672,95
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-3 190 672,95	-341 476,17
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-61 277,61	88 000,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	26 722,39	88 000,00
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	88 000,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-103 143,54	-69 215,07
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	3 410 620,78	2 878 337,22
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments *	351,79	29,51
Actif net en fin d'exercice	136 721 385,67	117 076 523,29

* Prime de fusion F5613 16/12/22

**INSTRUMENTS FINANCIERS - VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE
D'INSTRUMENT**

	Montant	%
ACTIF		
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations à taux fixe négo. sur un marché régl. ou assimilé	106 860 064,95	78,16
Obligations à taux variable, révisable négo. sur un marché régl. ou assimilé	1 105 600,36	0,81
Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé	354 300,75	0,26
Titres subordonnés (TSR - TSDI)	25 321 135,47	18,52
TOTAL Obligations et valeurs assimilées	133 641 101,53	97,75
Titres de créances		
TOTAL Titres de créances	0,00	0,00
Operations contractuelles a l'achat		
TOTAL Operations contractuelles a l'achat	0,00	0,00
PASSIF		
Cessions		
TOTAL Cessions	0,00	0,00
Operations contractuelles a la vente		
TOTAL Operations contractuelles a la vente	0,00	0,00
HORS BILAN		
Opérations de couverture		
TOTAL Opérations de couverture	0,00	0,00
Autres opérations		
Devise	1 255 353,69	0,92
TOTAL Autres opérations	1 255 353,69	0,92

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	128 566 378,47	94,04	0,00	0,00	5 074 723,06	3,71	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	1 411 229,50	1,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	0-3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	1 520 805,45	1,11	8 671 608,47	6,34	40 101 135,37	29,33	48 149 849,82	35,22	35 197 702,42	25,74
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 411 229,50	1,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF
ET DE HORS-BILAN**

	Devise 1	%	Devise 2	%	Devise 3	%	Autre(s) Devise(s)	%
	USD	USD	GBP	GBP				
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	249 002,87	0,18	354 300,75	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres d'OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	26 722,39	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	903 589,94	0,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	96 561,90	0,07	25 176,93	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	26 722,39	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	1 255 353,69	0,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE

	31/03/2023
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS CONSTITUTIFS DE DEPOTS DE GARANTIE

	31/03/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS PAR LA SOCIETE DE GESTION OU LES ENTITES DE SON GROUPE

	ISIN	LIBELLE	31/03/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Contrats financiers			0,00
Total des titres du groupe			0,00

TABLEAUX D’AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice						
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes			0	0	0	0

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice				
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes			0	0

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat	31/03/2023	31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	52,62	110,30
Résultat	3 837 590,21	2 857 107,54
Total	3 837 642,83	2 857 217,84

	31/03/2023	31/03/2022
C1 PART CAPI RC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	2 151 703,46	1 610 483,94
Total	2 151 703,46	1 610 483,94
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

	31/03/2023	31/03/2022
C3 PART CAPI S		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	730 882,61	610 964,48
Total	730 882,61	610 964,48
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

	31/03/2023	31/03/2022
D1 PART DIST RD		
Affectation		
Distribution	109 102,64	105 310,35
Report à nouveau de l'exercice	103,07	54,73
Capitalisation	0,00	0,00
Total	109 205,71	105 365,08
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	47 027,001	48 981,56
Distribution unitaire	2,32	2,15
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

	31/03/2023	31/03/2022
I1 PART CAPI IC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	845 851,05	530 404,34
Total	845 851,05	530 404,34
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-2 679 145,07	-1 527 443,75
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-2 679 145,07	-1 527 443,75

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
C1 PART CAPI RC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-1 518 022,21	-809 575,45
Total	-1 518 022,21	-809 575,45
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
C3 PART CAPI S		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-498 195,04	-295 186,35
Total	-498 195,04	-295 186,35
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
D1 PART DIST RD		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
D1 PART DIST RD		
Capitalisation	-76 448,87	-52 405,23
Total	-76 448,87	-52 405,23
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	47 027,001	48 981,56
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/03/2023	31/03/2022
I1 PART CAPI IC		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-586 478,95	-370 276,72
Total	-586 478,95	-370 276,72
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'OPC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date	Part	Actif net	Nombre de titres	Valeur liquidative unitaire €	Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) €	Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) €	Crédit d'impôt unitaire €	Capitalisation unitaire sur résultat et PMV nettes €
29/03/2019	C1 PART CAPI C	32 038 595,27	294 812,225	108,67	0,00	0,00	0,00	1,38
29/03/2019	C3 PART CAPI S	23 008 821,97	211 459,775	108,80	0,00	0,00	0,00	1,49
29/03/2019	D1 PART DIST D	1 193 700,33	12 922,925	92,37	0,00	3,62	0,00	-2,43
31/03/2020	C1 PART CAPI C	39 005 300,76	395 471,344	98,62	0,00	0,00	0,00	-0,81
31/03/2020	C3 PART CAPI S	19 433 679,16	196 593,107	98,85	0,00	0,00	0,00	-0,71
31/03/2020	D1 PART DIST D	2 589 927,84	32 160,522	80,53	0,00	3,05	0,00	-3,72
31/03/2021	C1 PART CAPI C	39 517 768,41	351 963,629	112,27	0,00	0,00	0,00	-0,67
31/03/2021	C3 PART CAPI S	20 077 515,08	178 239,641	112,64	0,00	0,00	0,00	-0,56
31/03/2021	D1 PART DIST D	3 136 123,79	35 461,415	88,43	0,00	2,51	0,00	-3,04
31/03/2022	C1 PART CAPI RC	64 076 569,26	576 685,581	111,11	0,00	0,00	0,00	1,38
31/03/2022	C3 PART CAPI S	23 376 921,88	209 494,965	111,58	0,00	0,00	0,00	1,50
31/03/2022	D1 PART DIST RD	4 165 975,75	48 981,560	85,05	0,00	2,15	0,00	-1,06
31/03/2022	I1 PART CAPI IC	25 457 056,40	233,684	108 937,95	0,00	0,00	0,00	685,23
31/03/2023	C1 PART CAPI RC	77 457 177,91	695 709,338	111,33	0,00	0,00	0,00	0,91
31/03/2023	C3 PART CAPI S	25 429 729,78	227 208,148	111,92	0,00	0,00	0,00	1,02
31/03/2023	D1 PART DIST RD	3 903 783,76	47 027,001	83,01	0,00	2,32	0,00	-1,62
31/03/2023	I1 PART CAPI IC	29 930 694,22	274,062	109 211,39	0,00	0,00	0,00	946,39

SOUSCRIPTIONS RACHATS

	En quantité	En montant
C1 PART CAPI RC		
Parts ou actions souscrites durant l'exercice	326 736,489000	35 636 715,40
Parts ou actions rachetées durant l'exercice	-207 712,732000	-22 520 325,87
Solde net des Souscriptions / Rachats	119 023,757000	13 116 389,53
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	695 709,338000	

	En quantité	En montant
C3 PART CAPI S		
Parts ou actions souscrites durant l'exercice	72 899,722000	7 985 261,80
Parts ou actions rachetées durant l'exercice	-55 186,539000	-6 052 525,99
Solde net des Souscriptions / Rachats	17 713,183000	1 932 735,81
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	227 208,148000	

	En quantité	En montant
D1 PART DIST RD		
Parts ou actions souscrites durant l'exercice	8 094,648000	658 414,22
Parts ou actions rachetées durant l'exercice	-10 049,207000	-806 076,38
Solde net des Souscriptions / Rachats	-1 954,559000	-147 662,16
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	47 027,001000	

	En quantité	En montant
I1 PART CAPI IC		
Parts ou actions souscrites durant l'exercice	205,779000	21 882 762,46
Parts ou actions rachetées durant l'exercice	-165,401000	-17 652 102,56
Solde net des Souscriptions / Rachats	40,378000	4 230 659,90
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	274,062000	

COMMISSIONS

	En montant
C1 PART CAPI RC	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	468,01
Montant des commissions de souscription perçues	468,01
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocedées	468,01
Montant des commissions de souscription rétrocedées	468,01
Montant des commissions de rachat rétrocedées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
C3 PART CAPI S	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocedées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocedées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocedées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
D1 PART DIST RD	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,51
Montant des commissions de souscription perçues	0,51
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocedées	0,51
Montant des commissions de souscription rétrocedées	0,51
Montant des commissions de rachat rétrocedées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

	En montant
I1 PART CAPI IC	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	200,61

	En montant
II PART CAPI IC	
Montant des commissions de souscription perçues	200,61
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocedées	200,61
Montant des commissions de souscription rétrocedées	200,61
Montant des commissions de rachat rétrocedées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

FRAIS DE GESTION SUPPORTES PAR L'OPC

	31/03/2023
FR0011829134 C1 PART CAPI RC	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,40
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	239 596,82
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	31/03/2023
FR0013295383 C3 PART CAPI S	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,30
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	71 072,56
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	31/03/2023
FR0011859230 D1 PART DIST RD	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,40
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	14 586,33
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

	31/03/2023
FR0014003BE8 I1 PART CAPI IC	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,35
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	98 021,27
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

CREANCES ET DETTES

	Nature de débit/crédit	31/03/2023
Créances	Coupons et dividendes	104 745,00
Créances	Dépôts de garantie	26 849,04
Créances	SRD et règlements différés	2 903 626,61
Total des créances		3 035 220,65
Dettes	SRD et règlements différés	1 323 039,34
Dettes	Frais de gestion	43 126,67
Total des dettes		1 366 166,01
Total dettes et créances		1 669 054,64

VENTILATION SIMPLIFIEE DE L'ACTIF NET

INVENTAIRE RESUME

	Valeur EUR	% Actif Net
PORTEFEUILLE	133 641 101,53	97,75
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	0,00	0,00
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	133 641 101,53	97,75
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	0,00	0,00
TITRES OPC	0,00	0,00
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	0,00	0,00
CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	3 035 220,65	2,22
OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	-1 366 166,01	-1,00
CONTRATS FINANCIERS	0,00	0,00
OPTIONS	0,00	0,00
FUTURES	0,00	0,00
SWAPS	0,00	0,00
BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS	1 411 229,50	1,03
DISPONIBILITES	1 411 229,50	1,03
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
ACTIF NET	136 721 385,67	100,00

PORTEFEUILLE TITRES DETAILLE

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL Obligations & Valeurs assimilées						133 641 101,53	97,75
TOTAL Obligations & valeurs assimilées négo. sur un marché régl. ou assimilé						133 641 101,53	97,75
TOTAL Obligations à taux fixe négo. sur un marché régl. ou assimilé						106 860 064,95	78,16
TOTAL AUTRICHE						772 072,11	0,56
XS1961852750 SAPPI PAP HOLD 3,125%19-150426	26/03/2019	15/04/2026	EUR	800	3,125	772 072,11	0,56
TOTAL ALLEMAGNE						16 148 956,78	11,81
DE000A289Q91 SCHAEFFLER 2,75%20-121025 1	12/10/2020	12/10/2025	EUR	10	2,75	985 079,59	0,72
DE000A2TEDB8 THYSSENKRUPP 2,875%19-220224	22/02/2019	22/02/2024	EUR	2 000	2,875	1 984 218,90	1,46
DE000A2YNQW7 BILFINGER 4,5%19-140624	14/06/2019	14/06/2024	EUR	2	4,50	206 505,32	0,15
DE000A3H2TA0 SCHAEFFLER 3,375%20-121028 2	12/10/2020	12/10/2028	EUR	3	3,375	280 661,71	0,21
DE000CZ40LD5 COMMERZBANK 4%16-230326 865	23/03/2016	23/03/2026	EUR	500	4,00	486 730,74	0,36
DE000DL19U23 DEUTSCHE BANK 1,625%20-200127	20/01/2020	20/01/2027	EUR	10	1,625	868 004,52	0,63
XS0131615428 E.KABEL HESSEN 14,5%00-10	15/08/2000	01/09/2010	EUR	100	14,50	10,00	0,00
XS2056730323 INFINEON TECHNOLOG TV19-PERP.	30/09/2019	31/12/2050	EUR	5		475 727,83	0,35
XS2056730679 INFINEON TECHNOLOG TV19-PERP.	30/09/2019	31/12/2050	EUR	3	3,625	273 236,14	0,20
XS2090816526 TECHEM VER 675 2%20-150725	29/01/2020	15/07/2025	EUR	1 100	2,00	1 033 943,78	0,76
XS2199597456 VERTICAL MIDCO 4,375%20-150727	15/07/2020	15/07/2027	EUR	1 000	4,375	917 260,69	0,67
XS2231715322 ZF FIN 3%20-210925	18/09/2020	21/09/2025	EUR	5	3,00	484 723,70	0,35
XS2243548273 CHEPLAPHARM ARZ 4,375%20-0128	15/10/2020	15/01/2028	EUR	700	4,375	660 289,49	0,48
XS2262961076 ZF FIN 2,75%20-250527	25/11/2020	25/05/2027	EUR	13	2,75	1 194 527,79	0,87
XS2265369657 DT LUFTHANSA 3%20-290526	01/12/2020	29/05/2026	EUR	10	3,00	959 039,45	0,70
XS2296201424 DEUTSCHE LUFTHANSA 1% 100225	10/02/2021	11/02/2025	EUR	7	2,875	678 563,12	0,50
XS2296203123 DT LUFTHANSA 3,75%21-110228	11/02/2021	11/02/2028	EUR	3	3,75	275 946,74	0,20
XS2341724172 MAHLE 2,375%14052028	14/05/2021	14/05/2028	EUR	8	2,375	632 893,81	0,46
XS2356316872 CECONOMY 1,75%21-240626	24/06/2021	24/06/2026	EUR	9	1,75	642 173,79	0,47
XS2408458227 DT LUFTHANSA 1,625%21-161123	16/11/2021	16/11/2023	EUR	5	1,625	494 314,18	0,36
XS2451802768 BAYER TV22-250382	25/03/2022	25/03/2082	EUR	3		285 950,38	0,21
XS2550063478 NIDDA HEALTHC. 7,5%22-210826	02/11/2022	21/08/2026	EUR	1 600	7,50	1 618 954,67	1,18
XS2582404724 ZF FIN 5,75%23-030826	03/02/2023	03/08/2026	EUR	7	5,75	710 200,44	0,52
TOTAL ESPAGNE						9 682 331,21	7,08
XS1551726810 CELLNEX TELECOM 2,875%17-0425	18/01/2017	18/04/2025	EUR	13	2,875	1 311 085,44	0,94

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS1598757760 GRIFOLS 3,2% 17-010525	26/04/2017	01/05/2025	EUR	1 000	3,20	926 270,00	0,68
XS1814065345 GESTAMP AUTOM. 3,25% 18-300426	27/04/2018	30/04/2026	EUR	600	3,25	581 671,67	0,43
XS1951220596 CAIXABANK TV19-150229 EMTN	15/02/2019	15/02/2029	EUR	5		494 705,75	0,36
XS1991397545 BANCO SABADELL 1,75% 19-100524	10/05/2019	10/05/2024	EUR	5	1,75	491 506,99	0,36
XS2020580945 INTL. C. AIR GP 0,5% 19-040723	04/07/2019	04/07/2023	EUR	6	0,50	597 716,05	0,44
XS2076836555 GRIFOLS 1,625% 19-150225	15/11/2019	15/02/2025	EUR	1 000	1,625	945 941,81	0,69
XS2193658619 CELLNEX TELECOM 1,875% 20-0629	26/06/2020	26/06/2029	EUR	3	1,875	255 439,89	0,19
XS2240463674 LORCA TELE BNDC 4% 20-180927	30/09/2020	18/09/2027	EUR	1 200	4,00	1 108 597,33	0,81
XS2322423539 INTL. C. AIR GP 3,75% 21-250329	25/03/2021	25/03/2029	EUR	3	3,75	250 543,38	0,18
XS2357281174 NH HOTEL GROUP 4% 020726	28/06/2021	02/07/2026	EUR	800	4,00	763 025,78	0,56
XS2385393405 CELLNEX FINANCE 1% 21-150927	15/09/2021	15/09/2027	EUR	3	1,00	258 401,05	0,19
XS2388162385 ALMIRALL 2,125% 21-300926	22/09/2021	30/09/2026	EUR	800	2,125	733 129,22	0,54
XS2465792294 CELLNEX FINANCE 2,25% 22-120426	12/04/2022	12/04/2026	EUR	10	2,25	964 296,85	0,71
TOTAL FINLANDE						1 302 528,35	0,95
XS1960685383 NOKIA 2% 19-110326	11/03/2019	11/03/2026	EUR	283	2,00	267 695,78	0,20
XS2463934864 INDL PWR 2,625% 22-310327	31/03/2022	31/03/2027	EUR	1 100	2,625	1 034 832,57	0,75
TOTAL FRANCE						27 407 545,54	20,05
FR0013284643 ERAMET 4,196% 17-280224	28/09/2017	28/02/2024	EUR	7	4,196	701 108,49	0,51
FR0013329315 RENAULT 1% 18-180424	18/04/2018	18/04/2024	EUR	5	1,00	488 868,22	0,36
FR0013426376 SPIE 2,625% 19-180626	18/06/2019	18/06/2026	EUR	3	2,625	289 255,85	0,21
FR0013428414 RENAULT 1,25% 19-240625	24/06/2019	24/06/2025	EUR	15	1,25	1 404 609,04	1,03
FR0013449972 ELIS 1% 19-030425	03/10/2019	03/04/2025	EUR	3	1,00	283 748,20	0,21
FR0013451416 RENAULT 1,125% 19-041027 EMTN	04/10/2019	04/10/2027	EUR	4	1,125	328 991,84	0,24
FR0013459765 RCI TV19-180230 EMTN	14/11/2019	18/02/2030	EUR	7	2,625	643 374,41	0,47
FR0013461274 ERAMET 5,875% 19-210525	21/11/2019	21/05/2025	EUR	3	5,875	320 401,48	0,23
FR0013477254 AIR FRANCE - KLM 1,875% 20-0125	16/01/2020	16/01/2025	EUR	6	1,875	561 394,11	0,41
FR0013534336 EDF TV20-PERP.	15/09/2020	31/12/2050	EUR	2		308 062,25	0,23
FR0014006W65 RENAULT 2,5% 21-020627	02/12/2021	02/06/2027	EUR	5	2,50	452 409,45	0,33
FR001400AK26 ELIS 4,125% 22-240527	24/05/2022	24/05/2027	EUR	5	4,125	517 534,66	0,38
FR001400EA16 VALEO 28MAY2027 EUR	28/11/2022	28/05/2027	EUR	23	5,375	2 338 253,72	1,71
FR001400F2R8 AIR FRANCE-KLM 8,125% 23-310528	16/01/2023	31/05/2028	EUR	2	8,125	205 726,60	0,15
XS1227287221 CROWN EURO.HOLDING 3,375% 15-0	05/05/2015	15/05/2025	EUR	300	3,375	299 847,38	0,22

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS1490137418 CROWN EURO.HLD 2,625%16-300924	15/09/2016	30/09/2024	EUR	1 000	2,625	980 631,67	0,72
XS1590067432 LOXAM 6%17-150425	04/04/2017	15/04/2025	EUR	200	6,00	99 263,51	0,07
XS1605600532 LA FIN. ATALIAN 4%17-150524	05/05/2017	15/05/2024	EUR	800	4,00	600 771,56	0,44
XS1713568811 CONSTELLIUM 4,25%17-150226	09/11/2017	15/02/2026	EUR	700	4,25	688 208,31	0,50
XS1794209459 PAPREC HOLDING 4%18-310325	29/03/2018	31/03/2025	EUR	800	4,00	793 501,33	0,58
XS1963830002 FAURECIA 3,125%19-150626	27/03/2019	15/06/2026	EUR	500	3,125	475 530,90	0,35
XS1974787480 TOTALENERGIES SE TV19-PERP.	04/04/2019	31/12/2050	EUR	500		481 430,00	0,35
XS2031870921 LOXAM 3,25%19-140125	22/07/2019	14/01/2025	EUR	1 200	3,25	1 169 574,33	0,86
XS2053846262 ALTICE FRANCE 3,375%19-150128	27/09/2019	15/01/2028	EUR	500	3,375	399 766,88	0,29
XS2054539627 ALTICE FRANCE 2,5%19-150125	27/09/2019	15/01/2025	EUR	1 000	2,50	945 676,11	0,69
XS2081474046 FAURECIA 2,375%19-150627	27/11/2019	15/06/2027	EUR	500	2,375	440 995,49	0,32
XS2112335752 BANIJAY GROUP 6,5% 01032026	11/02/2020	01/03/2026	EUR	500	6,50	494 319,17	0,36
XS2112340679 BANIJAY ENTERT 3,5%20-010325	11/02/2020	01/03/2025	EUR	500	3,50	489 214,17	0,36
XS2205088896 PARTS EUROPE 6,5%20-160725	17/07/2020	16/07/2025	EUR	800	6,50	817 467,11	0,60
XS2244837162 TEREOS FINANCE 7,5%20-301025	23/10/2020	30/10/2025	EUR	1 000	7,50	1 053 003,33	0,77
XS2247623643 GETLINK 3,5%20-301025	30/10/2020	30/10/2025	EUR	1 200	3,50	1 178 110,67	0,86
XS2360381730 ELIOR 3,75%21-150726	08/07/2021	15/07/2026	EUR	600	3,75	532 223,50	0,39
XS2361342889 PICARD GROUPE 3,875%21-010726	07/07/2021	01/07/2026	EUR	1 600	3,875	1 451 812,22	1,06
XS2397781357 ILIAD 5,125%21-151026	27/10/2021	15/10/2026	EUR	3 000	5,125	2 971 857,08	2,17
XS2405483301 FAURECIA 2,75%21-150227	10/11/2021	15/02/2027	EUR	1 300	2,75	1 169 371,30	0,86
XS2532478430 TEREOS FINANCE 7,25%23-150428	24/01/2023	15/04/2028	EUR	500	7,25	500 254,67	0,37
XS2553825949 FAURECIA 7,25%22 150626	15/11/2022	15/06/2026	EUR	500	7,25	530 976,53	0,39
TOTAL ROYAUME UNI						6 079 593,62	4,45
XS1551347393 JAGUAR LAND 2,2%17-150124	17/01/2017	15/01/2024	EUR	1 000	2,20	983 907,78	0,72
XS1819575066 ROLLS-ROYCE 0,875%18-090524	09/05/2018	09/05/2024	EUR	500	0,875	485 580,48	0,36
XS1843437549 INEOS FINANCE 2,875%19-010526	24/04/2019	01/05/2026	EUR	800	2,875	756 975,00	0,55
XS1844997970 INTER GAME TECH 3,5%18-150724	27/06/2018	15/07/2024	EUR	1 000	3,50	374 434,88	0,27
XS2009038113 INTER GAME TECH 3,5%19-150626	20/06/2019	15/06/2026	EUR	400	3,50	391 522,89	0,29
XS2010037682 JAGUAR LAND 6,875%19-151126	26/11/2019	15/11/2026	EUR	500	6,875	492 067,57	0,36
XS2189766970 VIRGIN MEDIA 3,75%20-150730	22/06/2020	15/07/2030	EUR	500	3,75	403 999,58	0,30
XS2193661324 BP CAPITAL MARKETS TV20-PERP.	22/06/2020	31/12/2050	EUR	500		476 047,88	0,35
XS2244322082 ROLLS-ROYCE 4,625%20-160226	21/10/2020	16/02/2026	EUR	1 000	4,625	999 116,67	0,73

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS2291929573 INEOS FIN 2 2,5%21-150126	29/01/2021	15/01/2026	EUR	500	2,50	451 063,06	0,33
XS2355604880 NOMAD FOODS 2,5%21-240628	24/06/2021	24/06/2028	EUR	300	2,50	264 877,83	0,19
TOTAL ILE DE MAN						383 164,37	0,28
XS1849464323 PLAYTECH 3,75%18-121023	12/10/2018	12/10/2023	EUR	1 000	3,75	383 164,37	0,28
TOTAL IRLANDE						1 100 772,34	0,81
XS1991034825 EIRCOM FINANCE 3,5%19-150526	13/05/2019	15/05/2026	EUR	500	3,50	481 821,94	0,35
XS2036387525 ARDAGH PCK 2,125%19-150826	12/08/2019	15/08/2026	EUR	700	2,125	618 950,40	0,46
TOTAL ITALIE						12 182 896,26	8,91
IT0005108490 AUTOSTRADE 1,625%15-120623	12/06/2015	12/06/2023	EUR	700	1,625	707 145,67	0,52
XS1109765005 INTESA SANPAOLO 3,928%14-0926	15/09/2014	15/09/2026	EUR	500	3,928	500 465,45	0,37
XS1528093799 AUTOSTRADE 1,75%16-010227	01/12/2016	01/02/2027	EUR	500	1,75	457 276,30	0,33
XS1627782771 LEONARDO 1,5%24	07/06/2017	07/06/2024	EUR	1 000	1,50	983 979,86	0,72
XS1698218523 TELECOM ITALIA 2,375%17-121027	12/10/2017	12/10/2027	EUR	1 200	2,375	1 053 110,30	0,77
XS1846631049 TEL.ITALIA 2,875%18-280126	28/06/2018	28/01/2026	EUR	500	2,875	471 229,32	0,34
XS1935256369 TELECOM ITALIA 4%19-110424	11/01/2019	11/04/2024	EUR	1 500	4,00	1 549 564,31	1,13
XS1982819994 TELECOM ITALIA 2,75%19-150425	15/04/2019	15/04/2025	EUR	500	2,75	491 920,62	0,36
XS2055089457 UNICREDIT BANK TV19-230929 676	23/09/2019	23/09/2029	EUR	500		469 157,67	0,34
XS2200215213 INWIT 1,875%20-080726	08/07/2020	08/07/2026	EUR	800	1,875	766 135,89	0,56
XS2267889991 AUTOSTRADE 2%20-041228	04/12/2020	04/12/2028	EUR	300	2,00	262 608,04	0,19
XS2271356201 WEBUILD 5,875%15122025	15/12/2020	15/12/2025	EUR	1 800	5,875	1 741 779,86	1,28
XS2301390089 ATLANTIA 1,875%21-120228	12/02/2021	12/02/2028	EUR	1 000	1,875	845 069,86	0,62
XS2332589972 NEXI 1,625%21-300426	29/04/2021	30/04/2026	EUR	500	1,625	458 210,69	0,34
XS2346563500 MARCOLIN 6,125%21-151126	27/05/2021	15/11/2026	EUR	200	6,125	174 042,63	0,13
XS2437854487 TERNA TVPERP	09/02/2022	31/12/2050	EUR	300		252 619,11	0,18
XS2577572188 BANCO BPM 4,875%23-180127	18/01/2023	18/01/2027	EUR	1 000	4,875	998 580,68	0,73
TOTAL JERSEY						831 337,95	0,61
XS1468662801 ADIENT GLB HLDG 3,5%16-150824	19/08/2016	15/08/2024	EUR	933	3,50	139 573,84	0,10
XS1889107931 AVIS BUDGET 4,75%18-300126	04/10/2018	30/01/2026	EUR	700	4,75	691 764,11	0,51
TOTAL JAPON						1 847 591,11	1,35
XS1811213781 SOFTBANK GROUP 4%18-200423	20/04/2018	20/04/2023	EUR	800	4,00	813 649,78	0,60
XS2361254597 SOFTBANK GROUP 2,875%21-060127	06/07/2021	06/01/2027	EUR	1 200	2,875	1 033 941,33	0,75
TOTAL LUXEMBOURG						2 803 405,27	2,05

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS1974797364 LINCOLN FIN 3,625% 19-010424	02/04/2019	01/04/2024	EUR	500	3,625	246 723,51	0,18
XS2052286676 MATTERHORN TEL 2,625% 19-150924	19/09/2019	15/09/2024	EUR	200	2,625	198 731,08	0,15
XS2110768525 STENA INTL 3,75% 20-010225	31/01/2020	01/02/2025	EUR	1 000	3,75	967 842,50	0,70
XS2138128314 ALTICE FR HLDG 8% 20-150527	26/03/2020	15/05/2027	EUR	400	8,00	311 511,56	0,23
XS2250153769 GARFUNKELUX 6,75% 0112025	04/11/2020	01/11/2025	EUR	300	6,75	240 167,25	0,18
XS2537060746 ARCELORMITTAL 4,875% 22-260926	26/09/2022	26/09/2026	EUR	800	4,875	838 429,37	0,61
TOTAL MEXIQUE						3 064 485,86	2,24
XS1057659838 PEMEX 3,75% 14-160426	16/04/2014	16/04/2026	EUR	700	3,75	652 572,99	0,48
XS1568874983 PEMEX 3,75% 17-210224	21/02/2017	21/02/2024	EUR	1 500	3,75	1 484 182,60	1,08
XS1824425182 PEMEX 3,625% 18-241125	24/05/2018	24/11/2025	EUR	1 000	3,625	927 730,27	0,68
TOTAL PAYS-BAS						7 226 448,46	5,29
XS0982711714 PETROBRAS GLOB 4,75% 14-140125	14/01/2014	14/01/2025	EUR	500	4,75	504 750,48	0,37
XS1405765907 OI EUROP GRP 3,125% 16-151124	03/11/2016	15/11/2024	EUR	700	3,125	694 229,18	0,51
XS1487495316 SAIPEM FIN INT 3,75% 16-080923	08/09/2016	08/09/2023	EUR	1 000	3,75	1 018 599,86	0,75
XS1492656787 AXALTA CSDH B 3,75% 16-150125	27/09/2016	15/01/2025	EUR	700	3,75	698 487,42	0,51
XS2079388828 DUFYR ONE 2% 19-150227	20/11/2019	15/02/2027	EUR	1 500	2,00	1 303 113,33	0,95
XS2115189875 Q-PARK HLDG 1,5% 20-010325	13/02/2020	01/03/2025	EUR	600	1,50	554 859,00	0,41
XS2115190451 Q-PARK HLDG 2% 20-010327	13/02/2020	01/03/2027	EUR	300	2,00	251 140,00	0,18
XS2186001314 REPSOL INTL FIN TV20-PERP.	11/06/2020	31/12/2050	EUR	400	4,247	365 629,84	0,27
XS2202907510 SAIPEM FIN INT 3,375% 20-150726	15/07/2020	15/07/2026	EUR	800	3,375	758 014,79	0,55
XS2256949749 ABERTIS 3,248% PERP	24/11/2020	31/12/2050	EUR	12		1 077 624,56	0,79
TOTAL PORTUGAL						995 420,36	0,73
PTEDP40M0025 EDP-ENERGIAS TV23-230483	23/01/2023	23/04/2083	EUR	10		995 420,36	0,73
TOTAL SUEDE						5 122 683,45	3,75
XS1971935223 VOLVO CAR 2,125% 19-020424	02/04/2019	02/04/2024	EUR	1 000	2,125	982 496,12	0,72
XS1991114858 DOMETIC GROUP 3% 19-080526	08/05/2019	08/05/2026	EUR	1 100	3,00	1 034 776,03	0,76
XS2204842384 VERISURE HOLD 3,875% 20-150726	20/07/2020	15/07/2026	EUR	500	3,875	469 261,74	0,34
XS2211136168 INTRUM 4,875% 20-150825	05/08/2020	15/08/2025	EUR	1 000	4,875	947 722,92	0,69
XS2289588837 VERISURE 3,25% 15 02 2027	18/01/2021	15/02/2027	EUR	500	3,25	446 701,81	0,33
XS2441574089 TELEFON ERICSSON 1,125% 22-0227	08/02/2022	08/02/2027	EUR	500	1,125	438 607,60	0,32
XS2486825669 VOLVO CAR 4,25% 22-310528	31/05/2022	31/05/2028	EUR	300	4,25	295 398,90	0,22
XS2581647091 VERISURE HOLD 7,125% 23-010228	30/01/2023	01/02/2028	EUR	500	7,125	507 718,33	0,37

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL TURQUIE						755 971,07	0,55
XS2346972263 ARCELIK 3%21-270526	27/05/2021	27/05/2026	EUR	800	3,00	755 971,07	0,55
TOTAL ETATS UNIS AMERIQUE						9 152 860,84	6,69
XS1602130947 LEVI STRAUSS 3,375%17-150327	28/02/2017	15/03/2027	EUR	1 000	3,375	939 961,25	0,69
XS1767930586 FORD MOTOR CRED 1,355%18-0225	07/02/2018	07/02/2025	EUR	700	1,355	660 442,23	0,48
XS1827600724 THE CHEMOURS 4%18-150526	06/06/2018	15/05/2026	EUR	300	4,00	281 509,33	0,21
XS2013574384 FORD MOTOR CRED 2,386%19-0226	17/06/2019	17/02/2026	EUR	300	2,386	280 964,10	0,21
XS2080318053 BALL 1,5%150327	18/11/2019	15/03/2027	EUR	1 000	1,50	902 143,59	0,66
XS2093880735 BERRY GLOBAL 1%20-150125	02/01/2020	15/01/2025	EUR	500	1,00	476 951,16	0,35
XS2229875989 FORD MOTOR CRED 3,25%20-150925	15/09/2020	15/09/2025	EUR	800	3,25	783 349,81	0,57
XS2251742537 AVANTOR FDG 2,625%20-011125	06/11/2020	01/11/2025	EUR	800	2,625	780 541,00	0,57
XS2305742434 IQVIA 1,75%21-150326	03/03/2021	15/03/2026	EUR	1 000	1,75	934 183,61	0,68
XS2332250708 ORGANON FIN.2,875%21-300428	22/04/2021	30/04/2028	EUR	500	2,875	447 959,31	0,33
XS2354326410 COTY 3,875%21-150426	17/06/2021	15/04/2026	EUR	1 500	3,875	1 476 571,46	1,07
XS2586123965 FORD MOTOR 4,867% 030827	13/02/2023	03/08/2027	EUR	1 214	4,867	1 188 283,99	0,87
TOTAL Obligations à taux variable, révisable négo. sur un marché régl. ou assimilé						1 105 600,36	0,81
TOTAL FRANCE						603 987,07	0,44
XS2403031912 BURGER KING FR TV21-011126	02/11/2021	01/11/2026	EUR	600		603 987,07	0,44
TOTAL MEXIQUE						501 613,29	0,37
XS1824425265 PEMEX TV18-240823	24/05/2018	24/08/2023	EUR	500		501 613,29	0,37
TOTAL Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé						354 300,75	0,26
TOTAL ROYAUME UNI						354 300,75	0,26
XS0863523030 MARKS & SPENCER IDX RTG12-0625	12/12/2012	12/06/2025	GBP	300	4,75	354 300,75	0,26
TOTAL Titres subordonnés (TSR - TSDI)						25 321 135,47	18,52
TOTAL ALLEMAGNE						2 787 064,68	2,04
DE000A11QR73 BAYER TV14-010774	01/07/2014	01/07/2074	EUR	2 500		2 502 947,26	1,83
XS1222594472 BERTELSMANN TV15-230475 JR SUB	23/04/2015	23/04/2075	EUR	3		284 117,42	0,21
TOTAL FRANCE						8 119 908,03	5,94
FR0011401751 EDF TV13-PERPETUEL EMTN	29/01/2013	31/12/2050	EUR	25		2 420 954,79	1,79
FR0013330529 URW 2,126%18-PERP	25/04/2018	31/12/2050	EUR	6	2,125	521 353,97	0,38
FR0013331949 LA POSTE TV18-PERP.	03/05/2018	31/12/2050	EUR	10		922 355,07	0,67

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
FR0013367612 EDF TV18-PERP.	04/10/2018	31/12/2050	EUR	7		687 053,64	0,50
FR0013399177 ACCOR TV19-PERP.	31/01/2019	31/12/2050	EUR	15		1 520 855,34	1,11
FR00140007K5 VEOLIA ENVIRON. 2,25%20-PERP.	20/10/2020	31/12/2050	EUR	10		921 293,70	0,67
XS0992293901 SOLVAY FIN.TV13-PERP.JR SUB	12/11/2013	31/12/2050	EUR	1 100		1 126 041,52	0,82
TOTAL ROYAUME UNI						2 404 348,63	1,76
XS1888179477 VODAFONE GROUP TV18-030179	03/10/2018	03/01/2079	EUR	2 000		1 989 837,53	1,46
XS2225204010 VODAFONE GROUP TV20-270880	27/08/2020	27/08/2080	EUR	500		414 511,10	0,30
TOTAL IRLANDE						188 413,26	0,14
XS2080767010 AIB GRP TV19-191129	19/11/2019	19/11/2029	EUR	200		188 413,26	0,14
TOTAL ITALIE						1 903 948,05	1,39
XS0971213201 INTESA SANPAOL 6,625%13-130923	13/09/2013	13/09/2023	EUR	500	6,625	522 782,95	0,38
XS1078235733 UNIPOLSAI TV14-PERP.SUB.EMTN	18/06/2014	31/12/2050	EUR	500		513 317,47	0,38
XS1140860534 ASSICURAZIONI GENLI TV14-PERP.	21/11/2014	31/12/2050	EUR	500		495 441,49	0,36
XS2242929532 ENI TV20-PERP. NC5	13/10/2020	31/12/2050	EUR	400		372 406,14	0,27
TOTAL LUXEMBOURG						921 197,98	0,67
XS1224953882 EUROFINS TV15-PERP.SUBORD.	29/04/2015	31/12/2050	EUR	400		417 200,38	0,31
XS2579480307 EUROFINS SCIENTIFIC TV23-PERP.	24/01/2023	31/12/2050	EUR	500		503 997,60	0,36
TOTAL MEXIQUE						249 002,87	0,18
USP2253TJS98 CEMEX TV21-PERP.	08/06/2021	31/12/2050	USD	300		249 002,87	0,18
TOTAL PAYS-BAS						8 747 251,97	6,40
XS1224710399 NATURGY FINANCE TV15-PERP.	24/04/2015	31/12/2050	EUR	14		1 403 206,96	1,03
XS1591694481 TENNET TV17-PERP.	12/04/2017	31/12/2050	EUR	1 200		1 211 412,99	0,89
XS1799939027 VW INTL FINANCE TV18-PERP.	27/06/2018	31/12/2050	EUR	4		379 990,47	0,28
XS1933828433 TELEFONICA EUROPE TV19-PERP.	14/03/2019	31/12/2050	EUR	27		2 649 753,66	1,93
XS2069101868 KONINKLIJKE KPN NV TV19-PERP.	08/11/2019	31/12/2050	EUR	10		950 213,70	0,70
XS2187689034 VW INTL FINANCE TV20-PERP.	17/06/2020	31/12/2050	EUR	12		1 167 844,93	0,85
XS2207430120 TENNET TV20-PERP.	22/07/2020	31/12/2050	EUR	700		661 462,72	0,48
XS2293060658 TELEFONICA EUROPE TV21-PERP.	12/02/2021	31/12/2050	EUR	4		323 366,54	0,24
TOTAL Contrats financiers						0,00	0,00
TOTAL Contrats financiers avec appel de marge						0,00	0,00
TOTAL Engagements à terme fermes						0,00	0,00
TOTAL FRANCE						-26 722,39	-0,02

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
MARF.USD Appels marge futures			USD	-29 012,5		-26 722,39	-0,02
TOTAL AUTRES PAYS						26 722,39	0,02
ECXXM3F00002 EURUSD-CME 0623			USD	10		26 722,39	0,02

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part D1 : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) *Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques*

Coupon de la part C1 : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) *Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques*

Coupon de la part C3 : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) *Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques*

Coupon de la part I1 : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEVISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

() Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques*

Annexe SFDR Rapport Annuel (addendum ex-post)

Dénomination du produit: CM-AM HIGH YIELD SHORT DURATION

Identifiant d'entité juridique: 9695003SKZR0H4XJS971

Objectif d'investissement durable

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?



Oui



Non



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: ___%



dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: ___%



Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif l'investissement durable, il présentait une proportion minimale de 33,90% d'investissements durables



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif social



Il promouvait des caractéristiques E/S mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints.

Ce produit financier promeut des caractéristiques environnementales et sociales en adoptant une approche d'amélioration de score ESG. Le score ESG du portefeuille (moyenne pondérée par le poids de l'actif) doit ainsi être meilleur que celui de son univers de référence.

Le score ESG du produit financier en fin d'exercice était de **5,85/10** tandis que son univers de référence affichait un score de **5,58/10**. Les caractéristiques environnementales et sociales poursuivies par le fonds (via le score ESG) ont donc été atteintes.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?**

Les indicateurs de durabilité utilisés par ce produit financier sont:

- le score ESG.

Pour les fonds ayant un objectif d'investissement durable: *ajouter la proportion d'investissement durable comme indicateur de durabilité*

- la proportion d'investissement durable (*uniquement pour les fonds avec une poche d'investissement durable*)

Le score ESG du produit financier est de **5,85/10, inchangé** sur la période. Cela est dû **au maintien d'une importante sélectivité dans les choix des émetteurs.**

Le score ESG est resté supérieur au score ESG de l'univers de référence, pour des raisons liées notamment **à une surexposition aux émetteurs engagés et « best-in-class »**.

● **... et par rapport aux périodes précédentes?**

Sélectivité maintenue

● **Quelles étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs ?**

Pour les fonds avec un objectif d'investissement durable: Ce produit financier se donne une poche d'investissement minimale pour investir dans des sociétés et/ou émetteurs identifiés comme 'durables' selon une méthodologie interne, propre à Crédit Mutuel Asset Management. Les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies sont utilisés comme cadre de référence pour déterminer les investissements qui peuvent contribuer à un objectif environnemental ou social

Pour les fonds sans objectif d'investissement durable: N/A

● **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme?

Pour les fonds avec un objectif d'investissement durable:

Dans le cadre de sa politique d'identification des investissements durables, Crédit Mutuel Asset Management a évalué les principales incidences négatives pouvant causer des préjudices importants et ainsi affaiblir la proposition de contribution positive, environnementale et/ou sociale, identifiée dans un premier temps grâce à la proportion du chiffre d'affaires alignée avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'évaluation d'un potentiel préjudice important s'est fait sur la base:

- De règles d'exclusion sectorielle concernant les activités d'investissement de secteurs à forts risques environnementaux et sociaux, comme le charbon ou l'exploitation minière
- De règles d'exclusion normative concernant les armes controversés et le respect des droits humains
- De l'exclusion des entreprises violant les principes du Pacte Mondial des Nations-Unies et des principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)
- De la prise en compte des principales incidences négatives (PAI) au travers de la méthodologie et notation propriétaire ESG de Crédit Mutuel Asset Management.

Tous les indicateurs PAI (tableau 1, annexe 1 RTS) sont ici pris en considération; soit de façon directe (indicateur de violation du Pacte Mondial des Nations-Unies et des principes de l'OCDE), soit en utilisant des éléments du score propriétaire ESG de Crédit Mutuel Asset Management comme proxy. Dans ce cas, chaque PAI a été associé à un sous-pilier du score ESG propriétaire lui correspondant.

Le modèle d'Investissement Durable développé par Crédit Mutuel Asset Management a donc permis la prise en compte des incidences négatives et des principes directeurs de l'OCDE et des Nations-Unies en amont de l'investissement, évitant ainsi toute exposition à une société ou émetteur identifié comme pouvant causer un préjudice important sur le plan environnemental ou social.

Pour les fonds sans objectif d'investissement durable: N/A

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

La stratégie d'investissement guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

La prise en compte des principales incidences négatives a été utilisée, en complément de la détermination du chiffre d'affaires contribuant aux ODD, pour déterminer si un investissement était durable ou non (cf question précédente). Le gérant du produit financier a pu disposer également des données brutes relatives aux indicateurs de durabilité, via le prestataire de données ISS. La considération des principales incidences négatives s'est donc faite de façon directe (via l'utilisation et le suivi des données brutes) et indirecte (via l'intégration à la méthodologie propriétaire de détermination de l'investissement durable).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
ILIAD SA	Services de communication	2,17	FRANCE
TELEFONICA SA	Services de communication	1,94	ESPAGNE
BAYER AG	Soins de santé	1,83	ALLEMAGNE
ELECTRICITE DE FRANCE EDF	Services aux collectivités	1,77	FRANCE
VALEO SE	Consommation discrétionnaire	1,71	FRANCE
VODAFONE GROUP PLC	Services de communication	1,46	ROYAUME-UNI
THYSSENKRUPP AG	Matériaux	1,45	ALLEMAGNE
WEBUILD SPA	Industrie	1,27	ITALIE
NIDDA HEALTHCARE HOLDING GMBH	Soins de santé	1,18	ALLEMAGNE
TELECOM ITALIA SPA	Services de communication	1,13	ITALIE

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: **01/04/2022–31/03/2023**



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

● Quelle était l'allocation d'actifs?

Le tableau ci-dessous présente l'allocation entre investissements durables (environnementaux ou sociaux) et les investissements non durables.

Pour les fonds avec un objectif d'investissement durable: Le produit financier s'engage sur un minimum de **5%** d'investissement durable, en proportion de l'actif total du fonds.

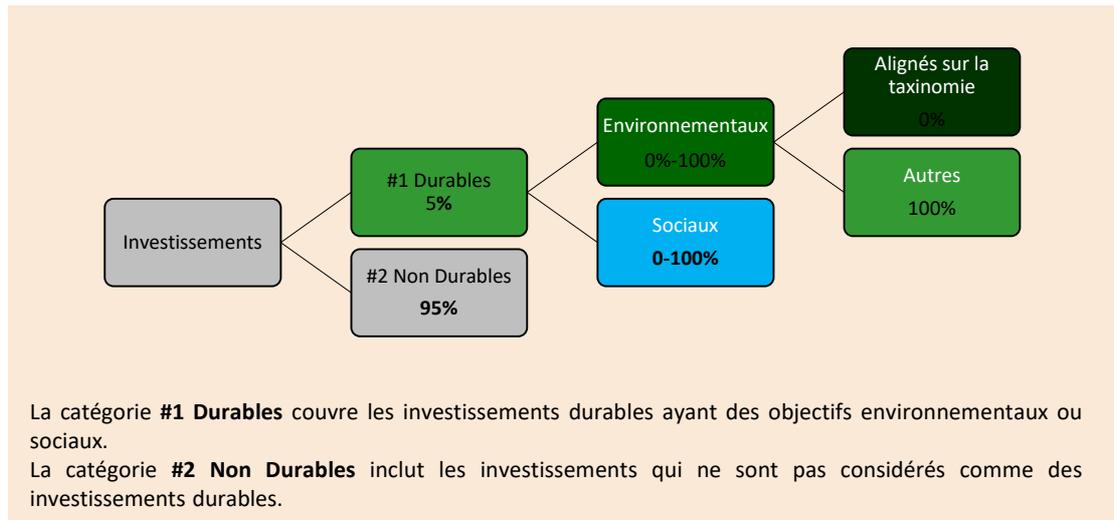
L'indicateur utilisé pour déterminer le pourcentage d'investissement durable est issue d'une méthodologie propre à Crédit Mutuel Asset Management, qui permet de qualifier un investissement de 'durable'.

Cette méthodologie s'articule en 3 étapes:

- l'identification des sociétés et émetteurs dont le chiffre d'affaires contribuant à l'atteinte d'Objectifs de Développement Durable est supérieur à 5%
- l'évaluation des principales incidences négatives pouvant venir affaiblir la proposition de contribution initiale
- l'évaluation des pratiques de bonne gouvernance

Ce processus permet de qualifier les sociétés et émetteurs comme 'durable' ou 'non durable'.

Hors liquidités accessoires et dérivés (autorisés par le prospectus du produit financier dans la limite de 10% maximum de l'actif total du fonds), la totalité des titres vifs détenus (90%) est donc qualifiée de 'durable' (selon la méthodologie décrite ci-dessus).



La catégorie **#1 Durables** couvre les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.

La catégorie **#2 Non Durables** inclut les investissements qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Les investissements ont été principalement réalisés dans les secteurs suivants:

- **Consommation discrétionnaire**
- **Services de communication**
- **Industrie**
- **Matériaux**
- **Soins de santé**



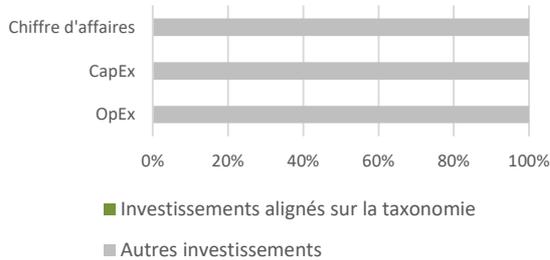
Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

Les données relatives à la proportion d'activités alignées à la taxinomie des sociétés ou émetteurs (chiffre d'affaire, CapEx, OpEx) sont pour l'immense majorité des données estimées par les prestataires de données extra-financières. Dans la mesure où ces données ne sont pas communiquées directement par les sociétés ou émetteurs (mais extrapolées par des intervenants externes) et conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), nous avons fait le choix de ne pas publier d'estimations en lien avec la taxinomie de l'UE.

Aucun de nos investissements n'est donc estimé être aligné avec la taxinomie de l'UE.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, **obligations souveraines incluses**



1. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors **obligations souveraines**



*Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

- **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

N/A

- **Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes?**

N/A



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE?

La totalité des investissements durables ayant un objectif environnemental n'était pas alignée avec la taxinomie de l'UE, soit **100%** (voir tableau allocation d'actifs).



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

La part d'investissement durables sur le plan social était de **28,7%**.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.



Le symbole représente des investissements durables sur le plan environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables** sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «#2 Non durables», quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Ce produit financier pouvait investir, dans la limite prévue au prospectus, en OPVCM de droit français ou étranger. Dans la mesure du possible, la caractéristique 'durable' des sous-jacents a été identifiée par transparence; les actifs ont ensuite été alloués dans chacune des poches. Dans un souci de cohérence, le gérant a veillé à sélectionner des fonds disposant d'un Label ISR (ou équivalent) et/ou intégrant des considérations extra-financières ou de durabilité, afin de garantir la prise en compte de considérations environnementales, sociales et de gouvernance et ainsi de minimiser les risques de durabilité émanant de l'exposition aux fonds sous-jacents.

Une proportion de liquidités, détenue à titre auxiliaire, a permis d'assurer une réserve de liquidité et d'anticiper les éventuels mouvements liés aux souscriptions/rachats de la part des porteurs. N'héritant pas d'une caractéristique de durabilité, le cash a été comptabilisé dans la poche 'non durables'. Dans la mesure du possible, les sous-jacents des OPC (monétaires notamment) ont été analysés en transparence, et alloués entre les poches 'durables' et 'non durables' selon le modèle 'Investissement Durable' de Crédit Mutuel Asset Management. De la même manière et quand cela est possible, certains dérivés identifiés en transparence comme 'non durables' ont également été intégrés dans ces autres investissements 'non durables'.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et /ou sociales au cours de la période de référence?

Une série de contrôles de premier niveau est prévue au sein des équipes de gestion. Ceux-ci permettent d'assurer le respect des contraintes de durabilité prévues dans la documentation précontractuelle. Les contrôles de second et troisième niveau viennent compléter le dispositif.

Les contrôles permettent d'assurer un taux de couverture par un score ESG (minimum 90%) ainsi que le respect du principe de sélectivité (20% d'exclusions des sociétés ou émetteurs les moins bien notés de l'univers). Pour les fonds labélisés ISR, les contrôles portent également sur les taux de couverture et la performance des deux indicateurs de durabilité obligatoire retenus par le produit financier.

Enfin, un dernier contrôle porte sur la qualification d'investissement durable et le respect, à tout moment, du pourcentage minimum affiché dans la documentation précontractuelle.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable?

Si le produit financier n'a pas d'indice de référence: **NA**

Si le produit financier a un indice de référence: **NA**

- ***En quoi l'indice désigné différerait-il d'un indice de marché large pertinent?***

Si le produit financier n'a pas d'indice de référence: **NA**

Si le produit financier a un indice de référence: **NA**

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable?***

Si le produit financier n'a pas d'indice de référence: **NA**

Si le produit financier a un indice de référence: **NA** avec comparaison les indicateurs de durabilité (dont pourcentage Investissement Durable si possible) entre portefeuille et indice de référence

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?***

Si le produit financier n'a pas d'indice de référence: **NA**

Si le produit financier a un indice de référence: **NA**

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?***

Si le produit financier n'a pas d'indice de référence: **NA**

Si le produit financier a un indice de référence: **NA**

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.



CM AM HIGH YIELD SHORT DURATION

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mars 2023**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mars 2023**

CM AM HIGH YIELD SHORT DURATION
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régis par le Code monétaire et financier

Société de gestion
CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT
4, rue Gaillon
75002 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement CM AM HIGH YIELD SHORT DURATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/04/2022 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



CM AM HIGH YIELD SHORT DURATION

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé :

Les titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé dont la notation est basse ou inexistante sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Ces instruments financiers sont valorisés à partir de cours cotés ou contribués par des prestataires de services financiers. Nous avons pris connaissance du fonctionnement des procédures d'alimentation des cours et nous avons testé la cohérence des cours avec une base de données externe. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérfications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



CM AM HIGH YIELD SHORT DURATION

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2023.06.20 17:51:44 +0200

